



Solidaires, Unitaires et Démocratiques dans le Groupe BPCE
Section syndicale Caisse d'Épargne Ile de France
24 bd de l'hôpital 75005 Paris
01.70.23.53.40 ou 01.44.76.09.77
Fax : 01.40.26.49.13
site : www.sudce.com
courriels : - sudceidf@orange.fr
- syndicat.sud@ceidf.caisse-epargne.fr

Union
syndicale
Solidaires

Conditions de travail, risques psychosociaux et stress

NOS VIES VALENT MIEUX QUE LES PROFITS DE LA CEIDF

Un grand nombre des 500 salariés de la CEIDF en grève se sont rassemblés devant l'immeuble Athos pour dire leur émotion, crier leur colère et affirmer leur détermination à changer les choses après le suicide d'un de nos collègues s'ajoutant à 8 tentatives de suicides en moins de 2 ans. Pour Sud, cette situation de profond délabrement social trouve son origine dans une organisation du travail délétère qui n'accorde aucune place à l'humain car tout entière mise en œuvre pour dégager toujours plus de PNB. Pour ce faire, les salariés et les agences sont mis en concurrence au quotidien à travers des classements et des challenges infantilisants et humiliants.

Le directoire prétend avoir pris toutes les décisions qui s'imposent afin de lutter contre les risques psychosociaux dans notre entreprise. **Sud** affirme le contraire.

Ce ne sont pas des mesures qu'on peut qualifier d'intemporelles comme l'harmonisation des procédures ou la refonte de l'Intranet qui vont permettre une amélioration à court terme des conditions de travail des salariés de la CEIDF.

Pour nous, cela passe par la suppression du benchmark et des objectifs individuels. Ce que se refuse à faire le directoire parisien dont les exigences de profits sont d'autant plus fortes que ces dernières années, les choix désastreux des dirigeants nationaux, validés par leurs laquais locaux, ont précipité dans le mur un réseau qui jusqu'alors donnait satisfaction tant à ses salariés qu'à ses clients.

Il faut compenser les pertes des patrons avec cette variable d'ajustement que sont les salariés. Dans cette nouvelle organisation du travail, nous devons travailler plus (sans gagner plus) tout en étant moins nombreux comme l'attestent les 250 départs "volontaires", les 150 licenciements économiques récents non remplacés.

Le lien entre les conditions de travail et les actes désespérés accomplis par les salariés est incontestable si l'on sait que

certains de nos collègues venaient de subir des mobilités forcées dans le cadre du PSE décidé en 2010 par le directoire au nom de la restauration de la compétitivité. Le fait qu'une des dernières tentatives de suicide se soit produite sur le lieu de travail confirme ce lien.



**A la CEIDF, le benchmark
détruit la solidarité
et la faculté de jugement**

Pour B. Comolet, le président du directoire et son DRH J-P Deck, les salariés ne sont plus des êtres humains, mais des coûts, des ressources, de la « chair à profit ». Pour **Sud**, la grève du 2 décembre n'était qu'une première étape. La lutte continue et nous la mènerons y compris devant les tribunaux.

Devant l'inertie du directoire nous avons, avec la CGT et l'Unsa, décidé d'assigner en justice le directoire pour obtenir la mise en place de mesures d'urgences destinées à faire cesser le danger grave et imminent qui menace la vie des salariés.

Le directoire ne peut rester dans l'incantation ni se réfugier derrière sa prétendue "sincérité et de l'authenticité de sa démarche". Il va devoir passer à l'acte, redonner confiance aux salariés et renoncer au benchmark, aux objectifs individuels. On a su travailler sans ces instruments stupides et pervers. On saura le faire également dans l'avenir. Et les salariés et l'entreprise ne s'en porteront que mieux.

N° 35/2011

Le 3 décembre 2011 / Le secrétariat Sud

Valérie Boisliveau - Jérôme Bonnard - Christine Deldicque - Martine Desaulles - Bettina Larry - Caroline Mirat
Françoise Quelen - Philippe Salvador - Patrick Saurin - Jean-Yves Sobrero - Jean-Marie Zemliakoff